

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD N° 1 DU 7 FÉVRIER 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} AVRIL 2017
(BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ)

NOR : ASET1750394M
IDCC : 1596, 1597

Entre

SCOP BTP Est

FFB Bourgogne-Franche-Comté

D'une part, et

FG FO construction

CFDT Bourgogne-Franche-Comté

CFTC Bourgogne-Franche-Comté

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, respectivement étendues par les arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 et les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne-Franche-Comté à compter du 1^{er} avril 2017.

Compte tenu de la réforme territoriale engagée au niveau institutionnel ⁽¹⁾, les parties conviennent de déterminer les barèmes de salaires minimaux des ouvriers du bâtiment dans le périmètre géographique de la nouvelle région Bourgogne-Franche-Comté. Les accords devront aboutir à une convergence en 2019. À cette date, ils fixeront le montant de la partie fixe et le montant de la valeur du point.

Article 2

Pour la région Bourgogne-Franche-Comté, les parties signataires du présent accord prenant en compte notamment l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans les tableaux ci-après :

Pour les départements de la Côte-d'Or, de la Nièvre, de la Saône-et-Loire et de l'Yonne, à compter du 1^{er} avril 2017 :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE MINIMAL
Niveau I Ouvrier d'exécution			
– position 1	150	1 482,74	9,776
– position 2	170	1 498,23	9,878
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 573,84	10,377
Niveau III Compagnons professionnels			
– position 1	210	1 715,75	11,312
– position 2	230	1 824,21	12,028
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
– position 1	250	1 933,68	12,749
– position 2	270	2 043,14	13,471

Pour les départements du Doubs, de la Haute-Saône, du Jura et du Territoire de Belfort, à compter du 1^{er} avril 2017 :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE MINIMAL
Niveau I Ouvrier d'exécution			
– position 1	150	1 518,56	10,012
– position 2	170	1 543,68	10,178
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 618,08	10,668
Niveau III Compagnons professionnels			
– position 1	210	1 769,45	11,666
– position 2	230	1 890,56	12,465

(1) Loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, puis loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe).

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE MINIMAL
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
– position 1	250	2 011,66	13,263
– position 2	270	2 132,76	14,062

Article 3

Conformément aux dispositions en vigueur, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Besançon et de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Dijon, le 7 février 2017.

(Suivent les signatures.)